

**Conseil économique et social**

Distr. générale
10 février 2016
Français
Original : anglais

Commission économique pour l'Europe**Comité du commerce****Centre pour la facilitation du commerce
et les transactions électroniques****Vingt-deuxième session**

Genève, 21 et 22 avril 2016

Point 8 de l'ordre du jour provisoire

**Structure, mandat, cahier des charges
et procédures du CEFACT-ONU****Texte définissant la liaison avec d'autres organisations****Soumis par le Bureau du CEFACT-ONU***Résumé*

Dans le cadre des efforts déployés pour préciser et rationaliser les activités du CEFACT-ONU, le Bureau a élaboré un texte définissant la liaison avec d'autres organisations. Ce texte énonce les principes et les objectifs de base de la représentation officielle du CEFACT-ONU dans le cadre des activités de liaison avec d'autres organisations. Dans le présent document, le Bureau énumère les considérations qui président à l'établissement de liens ou à la collaboration avec d'autres organisations et au choix des candidats qui seront chargés de représenter le CEFACT-ONU. Il définit également le rôle du/des Vice(s)-Président(s) du Bureau chargé de l'établissement de liens.

Le présent document est soumis à la Plénière pour information*.

* Le présent document est soumis conformément au Programme de travail du CEFACT-ONU pour 2015-2016 (ECE/EX/2015/L.14).



I. Principes et objectifs de base

1. Le principe de base est que seul le secrétariat de la CEE peut officiellement représenter l'Organisation des Nations Unies, le secrétariat de la CEE et le CEFACT-ONU pendant les réunions officielles avec d'autres organisations.

2. Toutefois, dans les domaines techniques où il n'a pas les connaissances requises, le secrétariat peut demander au Bureau de représenter le CEFACT-ONU. D'entente entre le secrétariat et le Bureau, ce rôle peut être délégué à un membre de ce dernier ou à un expert agréé du CEFACT-ONU afin de garantir que l'intérêt supérieur de la CEE et du CEFACT-ONU est représenté. La personne qui remplit ce rôle est dénommée ci-après « chargé de liaison technique ».

3. Il peut arriver que la liaison avec d'autres organisations internationales de normalisation sur des questions techniques s'inscrive dans le cas de figure décrit ci-dessus. Dès lors, les activités de liaison du CEFACT-ONU ont pour objectif général :

- De servir au mieux les intérêts de la CEE et du CEFACT-ONU ;
- D'expliquer et de promouvoir les travaux du CEFACT-ONU ;
- De veiller à ce que les travaux en cours au sein du CEFACT-ONU soient présentés comme il convient à des publics « extérieurs » ;
- D'observer les activités et les projets d'autres organisations et d'en rendre compte au secrétariat de la CEE, au Bureau du CEFACT-ONU et à la communauté du CEFACT-ONU dans son ensemble ;
- De promouvoir la participation des experts du CEFACT-ONU aux activités pertinentes d'organisations et de groupes avec lesquels le CEFACT-ONU entretient des relations de travail et de veiller à ce qu'il soit rendu compte régulièrement de ces activités ;
- De promouvoir les objectifs et les positions stratégiques qui ont été arrêtés par la Plénière et/ou les activités de liaison technique du Bureau.

4. Ces brèves directives visent à établir les grandes lignes des activités de liaison et les modalités de sélection des organisations avec lesquelles établir une relation ou établir un autre mode de coopération. (La liste des organisations avec lesquelles des accords ont été conclus est disponible à l'adresse suivante : http://www.unece.org/cefact/cf_mou_index.html.)

II. Établissement de relations avec d'autres organisations

5. Pour chaque nouvelle liaison technique ou chaque nouvel accord de collaboration, il convient de considérer :

- Le nom de l'autre organisation, son secteur d'activité, la nature de la relation à établir ;
- Les avantages et les objectifs visés par la CEE et le CEFACT-ONU ;
- Les avantages et les objectifs visés par l'autre organisation ;
- Les activités du CEFACT-ONU (volets, domaines, projets, etc., du programme à élaborer) sur lesquelles la relation pourrait avoir des incidences, les incidences que

la relation pourrait avoir sur ces activités, le niveau de participation qui pourrait être attendu du CEFACT-ONU dans le cadre de la relation ;

- Tout effet négatif éventuel d'une telle relation sur le CEFACT-ONU en général.

6. Le secrétariat établit et/ou négocie tout protocole d'accord ou autre document-cadre. Il sollicite l'avis du Bureau sur les orientations techniques et stratégiques, conformément aux documents approuvés par la Plénière. Les documents-cadres devraient donc être présentés au Bureau pour examen.

III. Directives concernant la représentation

7. Lorsqu'il est décidé de désigner un chargé de liaison technique, le secrétariat demande au Bureau de proposer des candidats. Le Bureau et le secrétariat sélectionnent d'un commun accord le membre du Bureau ou l'expert agréé du CEFACT-ONU qui peut aider le secrétariat dans son rôle de représentation. Cette sélection devrait tenir compte des compétences nécessaires au succès de la mission.

8. La portée et le mandat de cette représentation devraient être définis d'un commun accord par le Bureau et par le secrétariat au moment où la relation est établie. Le candidat susceptible d'être sélectionné en tant que chargé de liaison technique devrait être consulté au moment de la définition de la portée et du mandat de la représentation. Il faudrait tenir compte au minimum de ce qui suit :

- Durée de la mission ;
- Fréquence des activités liées à la mission (conférences téléphoniques, réunions, etc.) ;
- Considérations logistiques (frais de déplacement, salles de réunions, etc.) – il est entendu que le chargé de liaison technique prendra à sa charge les frais de déplacement connexes ;
- Position stratégique du CEFACT-ONU que le représentant-assistant est censé défendre ;
- Fréquence à laquelle le chargé de liaison technique doit faire rapport au Bureau, au secrétariat et aux autres parties concernées dans le cadre du CEFACT-ONU ;
- Toute autre considération que le Bureau ou le secrétariat de la CEE souhaite examiner au titre de la portée et du mandat de cette représentation.

9. La portée et le mandat de la représentation devraient être approuvés d'un commun accord par le Bureau et par le secrétariat de la CEE, qui peuvent les réviser, selon que de besoin, pendant les réunions du Bureau, pour autant que le chargé de liaison technique en ait été notifié. Cette révision peut avoir lieu à l'initiative du Bureau, du secrétariat ou à la demande du chargé de liaison technique concerné. Le Bureau prend en considération les demandes de révision émanant des domaines d'activité pertinents (volets, domaines, projets, etc., du programme à élaborer, etc.) du CEFACT-ONU.

10. Dans ce contexte, le chargé de liaison technique peut être officiellement signalé à l'autre organisation comme étant la personne qui aide à représenter le CEFACT-ONU. Ses actions sont limitées aux actions définies dans le mandat de représentation. Le chargé de liaison ne doit pas agir en dehors des limites de ce mandat ; toute action sortant de ces limites entraînerait la suspension immédiate des fonctions représentatives jusqu'à son examen par le Bureau et à la prise d'une décision sur les mesures à prendre.

IV. Gestion de la représentation

11. Au sein du Bureau, un vice-président au moins assume la responsabilité des activités de liaison. Le(s) vice-président(s) supervise(nt) toutes les activités de liaison, en coopération étroite avec le secrétariat. Il s'agit notamment :

- De fournir des avis, des conseils ou des instructions au chargé de liaison agréé ;
 - De veiller à ce que les chargés de liaison technique interviennent dans les limites du mandat décrit plus haut ;
 - De faire en sorte que le chargé de liaison technique agisse conformément à l'orientation stratégique définie et approuvée par le Bureau ;
 - De garantir que des lignes directrices pertinentes ont été établies et approuvées par le Bureau et qu'elles sont applicables à toute activité ordinaire de liaison.
-